

Trait d'Union

Le bulletin des membres
et des militants du R.W.F.-R.B.F.

Belgique – België
P.P.
1420 Braine-l'Alleud
n°6/68910
N° d'agrément :
P701163

**RASSEMBLEMENT
WALLONIE – FRANCE**
Rassemblement Bruxelles – France



LA CRISE NE SAUVERA PAS L'ÉTAT BELGE!

Editorial de Paul-Henry Gendebien	p. 2
Oui à la France! Sondages de plus en plus favorables	p. 5
Karel De Gucht, adepte de la violence politique	p. 6
Obscurantisme clérical et flamingantisme à Rhode	p. 7
La France et la Wallonie : un potentiel élevé	p. 8
Un Etat indépendant Wallonie-Bruxelles? Illusion!	p. 10
Le R.W.F. en actions!	p. 12
Le R.W.F. dans les médias	p. 16
Brèves	p. 18
Echos de Flandre	p. 20
Administration fédérale : <i>vlaamse chaos</i>	p. 22
Publications et citations	p. 23

Trimestriel – Neuvième année
Numéro 29
**Octobre-Novembre-
Décembre 2008**
Parution :
mars - juin -
septembre - décembre
Bureau de dépôt :
Braine-l'Alleud
Editeur responsable :
Joël Goffin, 14, rue Bayard
1420 Braine-l'Alleud
<http://rwf.be>
rwf@rwf.be

**LE R.W.F. PRÉSENT PARTOUT AUX ÉLECTIONS
DU 7 JUIN 2009
UNE DATE À RETENIR :
GRAND CONGRÈS ÉLECTORAL LE 17 MAI 2009**

La crise ne sauvera pas l'Etat belge, bien au contraire!



Editorial de Paul-Henry GENDEBIEN, Président du R.W.F.

Avec ses faux capitaines dépourvus de boussoles et de provisions, le navire belgo-flamand tente vainement de colmater ses brèches et poursuit sa dérive au milieu des icebergs. C'est que l'Etat belge ressemble de plus en plus à un Titanic politique. Désormais de nombreux citoyens osent nous l'affirmer : *«C'est vous qui aviez vu clair! Il y a peu d'années encore, nous ne voulions pas vraiment vous croire. Maintenant, la France pourrait bien être la seule solution!»* Nous avons même entendu ceci : *«Encore heureux que la Belgique n'ait pas présidé l'Europe pendant les six mois écoulés... Imaginez Leterme à la place de Sarkozy, face à la crise de la Géorgie et à la crise financière internationale... Voilà au moins une raison de se féliciter!»*

* * *

Les Belgicains et autres Belgocrates ont cru découvrir dans les événements de l'automne une occasion inespérée de se consoler. Angélisme naïf, masochisme politique? Toujours est-il qu'on les a vus pousser des gloussements : *«Vive la crise financière! Elle a écarté toute discussion communautaire. La Belgique est sauvée et ressort du tombeau!»*

Les voici au comble du bonheur parce qu'une violente dépression économique et donc sociale s'abattait sur nous. Ainsi prenaient-ils leur satisfaction dans le malheur du peuple.

Naturellement, leur vision est aussi fausse qu'abjecte, puisque M. Leterme ne vaut pas mieux aujourd'hui qu'hier et que l'Etat belge fonctionne de plus en plus mal. Convenons-en : depuis plus de 20 mois, la Belgique n'est plus gouvernée. Yves Leterme est le plus insignifiant des Premiers ministres depuis 1830. Le Parlement est au chômage. Les ministres se haïssent. Le budget de l'Etat pour 2009 est littéralement «truqué», annonçant des lendemains fiscaux qui ne chanteront pas. Quant aux derniers «bijoux de famille», Fortis en tête, ils ont chaviré ou sont dispersés à l'encan.

A cet égard, la saga Fortis fut un nouveau coup fatal encaissé par une belgitude en déconfiture. L'automne 2008 aura encore davantage écorné la crédibilité internationale de la Belgique en tant qu'Etat. Le tandem Leterme-Reynders, aux abois, fut contraint de solliciter l'intervention chirurgicale de Paris et de La Haye pour le traitement des dossiers Dexia et Fortis. En cette circonstance, on sentit nettement la légitime méfiance de la France et des Pays-Bas à l'égard des autorités belges, qu'elles fussent politiques ou bancaires.

* * *

Dans une crise qui fait monter en puissance les inégalités sociales, le chômage, la dette publique, on voit bien que l'Etat belge ne possède ni les structures de décision, ni la volonté, ni le personnel politique adéquat et encore moins les moyens financiers pour conjurer toutes les menaces.

La Flandre, pour sa part, ne s'accommodera pas du statu quo institutionnel. Au contraire. A l'approche du scrutin de juin 2009, on y observera une élévation du niveau des eaux nationalistes. La Flandre politique et patronale constatera que les caisses fédérales sont vides, qu'il n'y a pas de plan gouvernemental de relance, et que les changements structurels exigés par le Vlaams Parlement (notamment la baisse de l'impôt sur les sociétés et une flexibilité accrue de la politique de l'emploi) sont combattus par les partis francophones. Les partis flamands y verront une entrave orchestrée par l'Etat belge pour empêcher leur région de lutter elle-même, avec ses instruments et ses moyens propres, contre la crise et le désordre international.

L'autonomisme et le séparatisme flamands découvriront dans la crise des arguments supplémentaires en faveur d'une profonde réforme de l'Etat. Et les échecs économiques du CD&V et du VLD au niveau fédéral les pousseront à faire diversion en activant leurs plans d'épuration linguistique et culturelle dans la périphérie bruxelloise. Ils poursuivront leur entreprise de mise sous tutelle de Bruxelles avec – espèrent-ils – l'assentiment tacite d'une Wallonie frappée durement par la crise et donc pétrifiée dans la soumission. Décidément, la crise n'éclaircira pas les sombres nuées qui plombent le ciel belge!

Ces vérités, nous sommes les seuls à les proclamer. Toutes nos analyses sont confirmées par les faits. Et surtout, en disant «*Oui à la France!*», nous offrons un immense espoir de changement, de renouveau, de mobilisation, aux Wallons et aux Bruxellois. Tout cela dérange, d'où la censure que nous infligent certains médias. Il n'empêche : personne n'a encore réussi à nous faire taire, et personne ne peut enrayer la progression de nos idées. Aux yeux du régime belge, le R.W.F. est donc un parti «dangereux».

«Dangereux» à cause des idées et du projet que nous portons.

«Dangereux» aussi parce que nous sommes désintéressés par rapport au pouvoir, et parce qu'il n'y aura ni compromis ni concessions entre nous et le système des partis officiels.



Manifestation du R.W.F. à la Fête de la Wallonie

De toute évidence, le R.W.F. est un parti nécessaire, malgré ce qu'en pensent quelques esprits chagrins toujours prompts à «faire don de leur personne» au défaitisme et à la résignation, prêts à se coucher pour ne pas avoir à se battre...

Le R.W.F. : non seulement nécessaire, mais indispensable. Nous voulons, pour les Wallons et les Bruxellois, un autre système politique, une autre culture politique, une autre société! Nous voulons la République et ses valeurs de solidarité, de liberté, de laïcité, de fraternité internationale.

Il nous faut aussi restaurer l'idée d'Etat, garant des solidarités, des libertés, des sécurités, et promoteur de l'intérêt général.

Dans un monde désordonné et incertain, nous aurons besoin de la République française.

Oui, vraiment, le R.W.F. est nécessaire pour indiquer le devoir de résistance radicale à l'Etat belgo-flamand, mais aussi pour proposer la voie d'un véritable progrès aux Wallons et aux Bruxellois.

Voilà pourquoi nous serons présents partout, en Wallonie et à Bruxelles, aux élections régionales et européennes du 7 juin 2009.

Oui à la France!

Les sondages de plus en plus favorables

Le 29 juillet, Le Soir et un quotidien français, La Voix du Nord, publiaient un sondage réalisé par la très sérieuse société IFOP.

A la question : «*En cas d'éclatement de la Belgique, seriez-vous favorable ou non au rattachement de la Wallonie à la France?*», les réponses indiquent une augmentation considérable du «oui» par rapport à des enquêtes antérieures. A la fin de 2007, un sondage de l'université de Louvain-la-Neuve donnait 29% de réponses positives. En juillet 2008, pas moins de 49% de Wallons disent «oui à la France» en cas d'éclatement de la Belgique.

Les hommes répondent «oui» à 55%, la tranche des 35-49 ans à 56%, les salariés à 53%.

Il y a également des variations d'une province à l'autre :

Brabant wallon : 40%

Hainaut : 56%

Liège : 42%

Luxembourg : 40%

Namur : 57%

L'adhésion des Français à l'idée d'un rattachement de la Wallonie est remarquable : ils sont 60% en moyenne sur l'ensemble du territoire, et 64% en région Nord-Pas de Calais. Ces chiffres confirment et amplifient des données similaires recueillies en novembre 2007 par le Journal du Dimanche français. On le voit bien : l'idée réunio-nniste progresse à très grands pas dans l'opinion wallonne! A cet égard, l'action inlassable du R.W.F. n'aura pas été sans lendemain : d'ailleurs, ce ne sont pas moins de 2.500.000 tracts en période électorale notamment, qui ont été distribués en Wallonie depuis les élections de 2003.

Les Français, entendez le peuple français, se montrent ouverts et solidaires.

Nous n'en avons jamais douté. On ne pourra plus gémir en prétendant que «*la France ne veut pas de nous*»...

Conclusion : plus que jamais, il faut tenir bon!

Karel De Gucht, adepte de la violence politique

Le sinistre ministre De Gucht, flamingant en Flandre et belgiciste au palais de Laeken, est connu pour les leçons de démocratie qu'il distille avec arrogance dans le Tiers-monde. C'est tout de même lui qui avait déclaré en 2002 : *«Nous mettrons les Wallons à genoux s'ils n'acceptent pas la scission de la Sécurité sociale.»* En 2007, il s'était illustré avec son discours «post-belge» : *«La frontière linguistique autour de Bruxelles est une frontière d'Etat»*, comme si la Flandre avait déjà obtenu son indépendance... Il y a quelques mois, il en remettait une couche avec sa fameuse incitation à la violence politique : *«En fin de compte, les Francophones ne sont qu'une minorité et la loi du nombre devra finir par l'emporter!»* Les Bruxellois, qui en général vénèrent un Verhofstadt, devraient savoir qu'il n'y a pas de bons Flamands modérés en politique. Et qu'il n'est point besoin de la N-VA ou du Vlaams Belang pour détruire leur chère Belgique. Les partis traditionnels flamands sont tous contaminés...

A vrai dire, il y a belle lurette que la violence politique règne en Belgique : lois linguistiques de 1962-1963, oppression dans les Fourons, régression des facilités, interdiction de la langue française dans des communes où les francophones dépassent les 80% de la population, refus de nommer des bourgmestres démocratiquement élus...

Aujourd'hui, la violence verbale la plus haineuse se déploie dans certains stades de football, en Flandre particulièrement. Sans réaction des autorités. Cela commence à bien faire. Combien de temps faudra-t-il pour que les Wallons et les Bruxellois aient enfin le courage et la dignité de se tenir debout ?

Note : *Karel De Gucht sera peut-être forcé de se calmer dans les mois qui viennent. En effet, une enquête est en cours sur un possible délit d'initié de sa part dans la vente d'actions Fortis le jour même de l'opération de reprise par l'Etat belge.*

D'autre part, le clan Michel ne cesse de le court-circuiter dans les affaires de la RDC (Congo). En réalité, plus personne ne sait qui est le véritable Ministre des Affaires étrangères dans le magma belge!

Obscurantisme clérical et flamingantisme à Rhode-Saint-Genèse!

Notre ami l'abbé Hubert de Thier, prêtre catholique et ancien professeur à l'athénée de Bruxelles, nous écrit. Il s'élève à juste titre contre le comportement scandaleusement intolérant du curé, flamand et flamingant, de Rhode-Saint-Genèse.

En octobre 2008, le curé de Rhode-Saint-Genèse, commune à facilités, a refusé des funérailles bilingues à une famille unilingue résidant à Rhode depuis un demi-siècle (l'âge du Concile!) Vraiment, ce curé «à facilités» n'a pas facilité les choses. Son refus honteux n'est pas une primeur, et m'est avis qu'il ne sera pas le dernier.

Un vieil ami, agnostique, humaniste et étranger à l'Eglise romaine, voyait dans le prêtre un consolateur. En fait de consolation, la famille endeuillée devra repasser.

Mais comment expliquer en quelques mots une décision si contraire à l'humanisme et à l'esprit chrétien? «*Il n'y a ni Juif ni Grec, ni esclave ni homme libre, affirme saint Paul ... car tous vous ne faites qu'un dans le Christ*» (Epître aux Galates, 3, 28).

Deux raisons m'apparaissent : l'une tient à la personne, la seconde est d'ordre politique.

Quelque soit le milieu considéré, la bêtise a une place de choix. Une règle idiote et attentatoire aux personnes, fût-elle imaginée par une autorité dite spirituelle, peut et doit être ignorée. Bêtise, cette obstination et ce refuge dans une réglementation qui tombe du ciel... ou de l'enfer. Persévérer est diabolique, dit une locution bien connue.

L'autre raison est sans aucun doute politique et relève du cléricalisme traditionnel. Le clerc, en l'occurrence le curé, le petit chef, est toujours du côté du manche, dont il espère retirer considération et appui. Aussi dans cette obscure église de Rhode, le Dieu des ciels et de la terre ne peut être invoqué qu'en flamand.

«*Venez et voyez*», lisait-on, il y a deux ans, sur la façade de nombreuses églises. Nous sommes venus dans un lieu de culte d'une «commune à facilités» et nous n'avons rien vu. Triste!

Hubert de Thier, prêtre catholique et ancien professeur d'Athénée

La France et la Wallonie : un potentiel élevé

Jacques Marseille dans la dernière édition de l'hebdomadaire Le Point (1^{er} août 2008) estime que si les Français se sentent heureux sur le plan individuel, ils dénigrent exagérément leur pays. L'esprit de 1789 ou le côté gaulois, sans doute, que les Wallons partagent avec eux.

Le grand journal britannique, The Economist, vient conforter l'analyse de Jacques Marseille.

Une Wallonie unie à la France aurait une belle carte à jouer dans le développement de l'axe franco-allemand et le renforcement de sa position économique et géostratégique au sein d'une des régions les plus riches du monde : le Benelux (qui devrait, dans ce cas, changer d'appellation). Extrait de l'article du Point.

Si la croissance économique de la France apparaît faible depuis le début des années 90, la France reste quand même la sixième puissance économique mondiale (*note : 5^e selon d'autres sources*) derrière les Etats-Unis, le Japon, la Chine, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Mais, avec seulement 1% de la population mondiale, elle assure 4,7% du PIB mondial, reste le 5^e exportateur de marchandises, le 2^e exportateur mondial de produits agroalimentaires, le 4^e exportateur de services, la 3^e destination de l'investissement étranger (en moyenne ces dernières années), et la 2^e terre d'accueil pour les foires, Salons et congrès internationaux.

Si la France vieillit et voit s'accroître le poids de sa population dépendante, elle fait figure d'exception heureuse à l'aune d'une démographie européenne où ne se comptent plus les pays totalement sinistrés comme l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et les pays de l'ancienne Europe de l'Est, où la chute de la fécondité va entraîner une baisse dramatique de la population. Pour en prendre la mesure, il suffit de savoir que sur 10 nouveaux Européens enregistrés chaque année, plus de 6 sont français! Un atout de premier ordre qui fait écrire à l'Institut d'économie de Cologne que la France devrait ravir à l'Allemagne son titre de première économie de la zone euro dès 2035. Selon cet Institut, «*l'économie française devrait croître deux fois plus vite que l'économie allemande entre 2025 et 2035*».

Si la France a vu fondre ses emplois dans l'industrie et sa balance commerciale fortement se dégrader, elle est devenue, dans un secteur aussi traditionnel et «sinistré» que l'industrie textile, le deuxième producteur européen de textiles techniques (maison, transport, santé, soubassement des routes) après l'Allemagne. Avec 200.000 salariés, l'industrie textile française réalise un chiffre d'affaires de 25 milliards d'euros alors que les 2 millions de salariés en Turquie ne réalisent que 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires. C'est assez dire la valeur ajoutée d'une branche qui, en moins de trente ans, a réussi sa reconversion et gagné sa place dans la mondialisation.

Qui connaît enfin les atouts de la France en logistique, une branche qui représente 8 % du PIB européen? Véritable façade atlantique du continent européen, carrefour naturel entre l'Europe du Nord (*note : dont la Wallonie*) et le Bassin méditerranéen, la France occupe une place majeure dans la logistique mondiale. Et, là encore, un récent rapport du cabinet d'audit McKinsey cite la France comme étant le pays d'Europe présentant le meilleur rapport qualité/prix pour s'implanter et y développer des activités commerciales.

«La France est un pays de contradictions, écrit The Economist. L'économie nationale est peut-être lente mais, en termes de productivité, ses salariés sont les plus performants du monde. Les Français sont connus pour leur réticence à l'égard de la mondialisation et du libéralisme économique, et pourtant les entreprises multinationales françaises figurent parmi les leaders mondiaux. L'administration française peut paraître congestionnée et la fiscalité trop lourde (note : il faudra dire à nos voisins que nous les dépassons en la matière), et pourtant la qualité de ses fonctionnaires est très largement reconnue. En résumé, la France est un pays dans lequel, pour chaque faiblesse, il est possible de trouver un point fort comparable.»

**Réservez dès à présent la date de notre Congrès électoral
Dimanche 17 mai 2009 à partir de 14 heures
Le détail vous parviendra dans le prochain Trait d'Union
Venez nombreux et en famille!**

Un Etat indépendant Wallonie-Bruxelles? Illusion!

Par Paul-Henry GENDEBIEN

Les derniers illusionnistes de l'indépendantisme nous reprocheraient de négliger l'hypothèse du «Wallo-Brux». Celui-ci serait une Belgique résiduelle se prolongeant et survivant après le départ de la Flandre.

Les partisans de cet Etat indépendant «Wallonie-Bruxelles» se querellent déjà sur son nom, sa forme fédérale ou unitaire, son régime politique et constitutionnel, son hymne, son drapeau, sa ou ses capitales... Perspective inespérée et exaltante pour certains, il s'agirait de la perpétuation de la Belgique dans l'au-delà, d'une résurrection miraculeuse, post mortem, de la patrie. Par une prodigieuse générosité du destin, la Belgique, amputée sans doute mais toujours vivante, resurgirait du tombeau.

Par excellence, un pareil clonage institutionnel serait une fausse bonne idée. Parfaitement utopique, car elle ne reposerait sur aucun ciment national solide, car elle ne se fonderait pas sur un projet politique cohérent, ni sur des finances publiques susceptibles de supporter les charges d'une protection sociale ambitieuse et d'une dette publique élevée... Au contraire, le déficit des caisses publiques de cet Etat serait tel que le niveau des prestations de la sécurité sociale s'abaisserait de vingt pour cent au moins si l'on en croit les calculs d'économistes wallons sérieux.

Le dernier carré que sont les belgo-monarchistes d'aujourd'hui trouveraient sans doute dans ce mini-Etat une revanche tardive. Mais cet Eldorado reconstitué ne serait que le refuge provisoire de toutes leurs nostalgies. Le paradoxe serait qu'il soit le fruit d'une alliance sacrée entre une bourgeoisie libérale bruxelloise en perte de vitesse et une nomenclature socialiste wallonne aussi archaïque que royaliste.

Ceux qui dès maintenant caressent ce rêve d'une petite Belgique continuée, délestée de la Flandre, investissent de grandes espérances dans les futurs services que pourrait rendre à leur cause la famille Saxe-Cobourg. On couronnerait l'un de ses nombreux héritiers, promu roitelet de Wallonie-Bruxelles.

Qu'on se rassure, ce nouvel Etat-confetti s'abîmerait bien vite dans l'indigence et l'impécuniosité, sauf à faire payer très cher et très vilain les allocataires sociaux. Ceux-ci seraient bientôt réduits à la portion sociale congrue, c'est eux qui subiraient en fin de compte le coût des fantasmes belgicistes et monarchistes et les complexes anti-français d'une oligarchie habile à se répartir les apparences du pouvoir. Quant aux mauvaises manières apprises sous l'ancien régime fédéral – confusion entre les partis et l'Etat, indécrottes dans la gestion, abdication de l'autorité publique – elles connaîtraient une nouvelle prospérité.

Bref, c'est le peuple qui aurait à supporter les frais de ce Royaume bananier ou, si l'on préfère, de cette république fromagère.

On l'a compris : le royaume wallo-bruxien ne serait pas seulement misérable et brouillon, il pourrait être ridicule. On aurait affaire à un Etat «petit-belge». On devine aisément quelles images caricaturales en seraient répandues à travers l'univers. Merci, nous avons déjà donné!

* * *

Les Wallons ont besoin de deux garanties, celle de la sécurité, et celle de la grandeur. Les Wallons et, avec eux, les Bruxellois.

La sécurité : elle est de l'ordre primordial du «vivre dignement», du *primum vivere*, elle concerne la protection sociale, l'emploi, la fiscalité, la dette publique, le bon ordre administratif, les services publics.

La grandeur : elle est de l'ordre existentiel, elle relève et relie à l'Histoire, à la morale publique, à l'ambition collective.

Cette sécurité et cette grandeur dont les Wallons ont un égal besoin, elles portent toutes les deux un seul nom : la France.

Car la France, c'est à la fois la maison commune où l'on revient après l'exil, et la république, la République et ses valeurs, la République qui est le socle et la couleur de l'Etat auquel nous voulons appartenir, la République qui est à l'opposé du nationalisme parce que, selon la tradition française la meilleure, elle est universaliste, c'est-à-dire ouverte au monde et ouverte sur le monde.

Les Wallons méritent mieux qu'une République «d'amon nos' aut'» qui serait d'ailleurs une monarchie bananière avec son roitelet Saxe-Cobourg et ses petits chefs dont nous devinons d'ailleurs déjà les méthodes de gouvernement et les agissements s'ils étaient à la tête d'un Etat!

Le R.W.F. en actions!

Paul Durieux, Président de la **section de Liège**, a remis le programme du Rassemblement Wallonie-France au Président du PS Elio Di Rupo à l'occasion d'une conférence qu'il venait donner sur le thème de l'avenir de la Wallonie.

Les militants de Liège ont distribué notre brochure aux participants de cette conférence. Ils ont été très bien accueillis.

A la même période, Serge Havet et sa **section de Mons** se sont manifestés à l'occasion de la célèbre fête du Doudou le 18 mai dernier.

Il est à remarquer que Martine Aubry, Maire de Lille et nouvelle Présidente du Parti Socialiste, a répondu de manière sympathique qu'elle était contrainte de décliner l'invitation de Serge Havet. Hôte de Di Rupo au Doudou, son emploi du temps était plus que chargé. Comme on dit, c'est l'intention qui compte. Partie remise? A la même période, l'ancien Ministre Richard Miller (MR) a reçu quelques bonnes idées de lecture pour les vacances et la rentrée parlementaire (*photo ci-dessus*).



Le 3 juin dernier, à Woluwe-Saint-Lambert, des militants de la **section bruxelloise** du R.W.F. sont venus soutenir, en distribuant des tracts, le principe intangible du Suffrage universel mis à mal dans la périphérie bruxelloise suite à la non-nomination des trois bourgmestres légalement élus en... octobre 2006.

Succès remarquable et remarqué de l'opération Calicots (Wallonie et Bruxelles, régions de France – R.W.F.) montée par notre Rassemblement et ses comités d'arrondissement. Tout le monde aura pu constater la présence massive de nos messages sur de très nombreux ponts et passerelles d'autoroutes et les grands axes de circulation en Wallonie, à Bruxelles et aux postes frontaliers.

Cette action a suscité des interviews pendant toute la journée du **14 juillet** sur les chaînes TV et radios de RTL mais également à la RTBF (c'est trop rare pour ne pas être souligné).

En un mot, nos militants ont fêté efficacement le 14 juillet grâce à un engagement sans faille et une bonne coordination dans le temps et dans l'espace.



Cette opération de grande ampleur avait été précédée d'une manifestation de la **section de Namur-Dinant-Philippeville**.

Le bourgmestre de Dinant, Richard Fournaux, avait en effet décidé, en accord avec B Plus, de fêter le 11 juillet dans sa bonne ville.

Le 12 juillet, une délégation consistante conduite par Bernard Claes, le Président de la section, a offert un drapeau wallon au bourgmestre Richard Fournaux, le coq de Paulus ayant disparu des bâtiments officiels de la ville!

Notons avec satisfaction que la manifestation de B Plus a été un four complet. Nos félicitations à la section de Namur-Dinant-Philippeville et à tous ceux qui sont venus lui prêter main forte (*photo ci-dessus*).

Parallèlement, les militants de la **section de Liège**, hyperactifs sur le terrain – ils s'étaient déjà manifestés lors de la grande classique wallonne Liège-Bastogne-Liège en avril dernier – ont distribué des tracts et déployés nos couleurs, de façon ludique, lors des festivités du 14 juillet dans la Cité ardente. On sait que le 14 juillet y est davantage célébré que le 21 juillet, jour de la fête «nationale» belge (*photo page 15*).

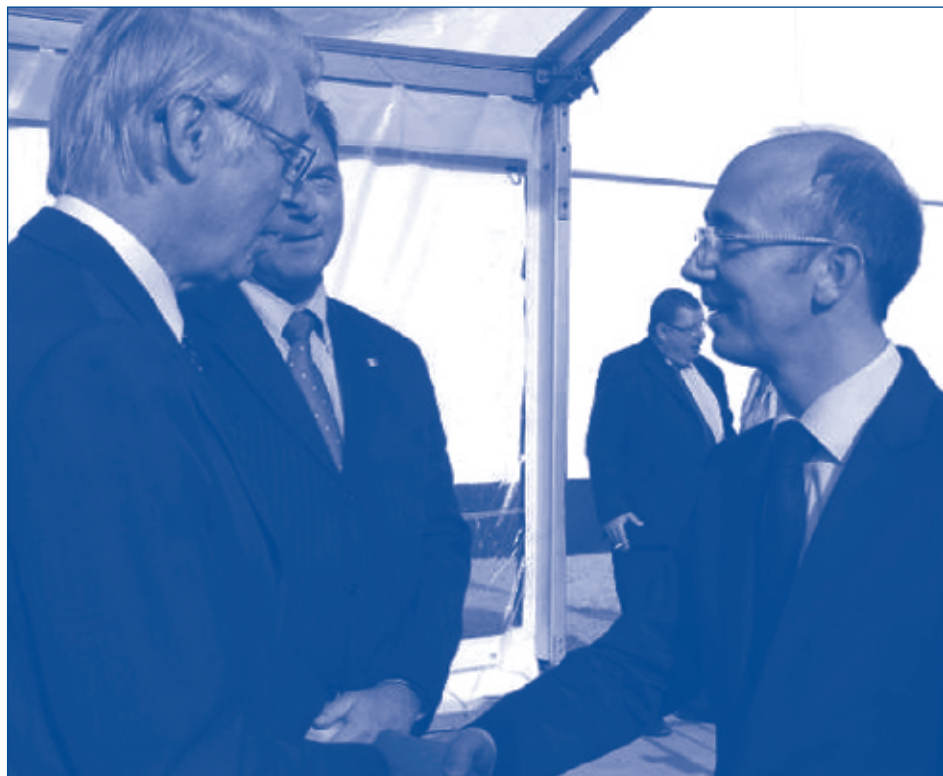
A l'occasion de l'inauguration officielle de la **Fête de Wallonie**, quelque 120 militants du R.W.F. se sont donnés rendez-vous à Namur pour rappeler au monde politique wallon et bruxellois la seule alternative crédible dans la perspective de la scission du pays : l'union de la Wallonie, et de Bruxelles, à la France.

Plusieurs mandataires sont venus spontanément saluer notre Président.

Madame Anne-Marie Lizin, pour sa part, s'est fait chahuter par nos militants : il faut savoir qu'elle s'est affiliée à... B Plus!

Paul-Henry Gendebien, le Président du R.W.F. accompagné de Laurent Brogniet, le Secrétaire général, a remis personnellement à Rudy Demotte, Ministre président de la Région wallonne, son ouvrage *Le choix de la France*.

Histoire de lui donner quelques bonnes idées dans les mois à venir...



Le Président Paul-Henry Gendebien et le Secrétaire général Laurent Brogniet reçus par le Ministre président wallon Rudy Demotte (Photo de Philippe Lenaerts)



Le 29 octobre dernier, peu avant un débat programmé à la Librairie Molière, des militants R.W.F. de la **section de Charleroi** ont montré leur désapprobation face au tapis rouge qui était déroulé sous les pieds de Rudy Aernoudt, «le bon Flamand» qui va nous montrer comment il faut diriger la Wallonie alors que la Flandre ploie sous les scandales (les nombreuses confusions d'intérêt de Noël Slangen, directeur du VLD mais également homme d'affaires plus que douteux, la démission de Bettina Geysen de la présidence de VL.PRO, suite à des notes dispendieuses quand elle était à la VRT, etc).

Le copain de Jean-Marie Dedecker était en effet invité à débattre de l'avenir du pays avec le Ministre PS Paul Magnette.

On remarquera que le PS n'est certainement pas le dernier à faire de la publicité au populiste surgi du littoral.

Quoi de plus normal quand l'on veut tailler des croupières au MR, le parti le plus menacé par la liste ultra libérale de Rudy Aernoudt.

Il n'y a pas de petit profit...



Photo de Jean-Claude-Matrige : le 14 juillet et le R.W.F. à Liège

Le R.W.F. dans les médias? Présent!

Il faut être d'une sacrée mauvaise foi pour dire que nous n'apparaissions pas assez dans les médias. Bon, reconnaissons que nous avons quelques lacunes du côté de la RTBF. Mais c'est de bonne guerre : la Belgique, c'est leur gagne-pain !

Philippe Lenaerts, notre Vice-président, qui conserve soigneusement tout ce qui concerne la vie du parti, peut le confirmer.

Il ne parvient plus à suivre tant les articles sont nombreux.

Sans compter l'audiovisuel qui s'intéresse de façon croissante à notre combat politique. Nos actions et nos messages cohérents commencent à porter leurs fruits.

Nous vous proposons un bref recensement qui est loin d'être exhaustif !

Si vous êtes au courant d'un article ou d'un sujet qui nous concerne, vous pouvez le signaler à :

rwf@rwf.be ou

laurent.brognet@skynet.be

+32 (0)472 65 41 60

Le 22 juillet, le journal québécois **La Presse** (Montréal) a consacré un dossier à notre projet politique. Paul-Henry Gendebien ne manque pas d'y souligner les avantages que représenterait pour la France une union avec la Wallonie : «*Elle augmenterait son marché intérieur et son poids au sein de l'Europe tout en coupant court à tout*



Le R.W.F. à Canal+

risque d'anarchie politique sur son flanc nord.» Et de conclure : «Nous n'étions que cinq au moment du lancement du mouvement en 1999... Nous savons que la roue de l'Histoire tourne inéluctablement dans notre sens»

Le magazine populaire **Télépro** du 7 août s'est penché sur nous avec objectivité.

Il a interrogé André-Paul Frogner sur son appréciation du sondage IFOP. «*La première option du sondage envisage la création d'une fédération entre la Wallonie et Bruxelles. La seconde idée, qui fait son chemin, est celle d'un rattachement de la Wallonie (avec ou sans Bruxelles) à la France. Il en était peu question auparavant, mais les derniers mois de crise politique ont clairement brisé un tabou. Il s'est passé quelque chose et cela a effectivement des conséquences sur l'évolution des mentalités. Nous observons donc la montée de ce phénomène rattachiste avec attention. Il y a plusieurs décennies, le fait de parler de fédéralisme était*

aussi tabou. Cela était même considéré comme incivique par certains.»

Le **Figaro Magazine** du 20 septembre 2008 a intitulé un long article *La Wallonie, 23^e région de France?* Il a donné la parole à notre Président et à des militants du Brabant wallon.

Une des conclusions de l'hebdomadaire français : *«Si les thèses avancées par le R.W.F. gagnent du terrain et effraient de moins en moins les Wallons, c'est que ceux-ci sont de plus en plus excédés par la surenchère flamande, par les brimades, les vexations et les provocations qui se multiplient quotidiennement. Difficile de croire encore à l'unité d'un pays quand l'une de ses composantes «se comporte en Etat voyou» et quand ses militants les plus radicaux défilent avec des pancartes dont le seul mot d'ordre est «België Barst!» (Que la Belgique crève !)*»

L'hebdomadaire **TéléMoustique**, qui a toujours su conserver sa liberté de ton, a consacré le 17 septembre dernier un dossier bien documenté au R.W.F.

Vincent Peiffer, l'auteur de l'article de trois pages, en résume la substance : *«Ras-le-bol ? Prise de conscience ? Tabou il y a deux ans, le séparatisme convainc de plus en plus de francophones...»*

«La Belgique unie vacille-t-elle sur ses bases populaires franco-phones? Dans les enquêtes et les

sondages qui fleurissent depuis une année se dégage toujours une confortable majorité : celle d'une population qui continue de voir en la Belgique le cadre principal de sa citoyenneté. Mais une nouveauté spectaculaire est apparue : le courant séparatiste prend une vigueur de plus en plus consistante chez les Wallons et les Bruxellois.»

Le magazine économique français **Capital** de novembre 2008 s'est également penché sur la question de la réunion de la Wallonie à la France. Il s'est entretenu avec notre Secrétaire général Laurent Brognet.

Enfin, nous sommes passés dans des **émissions françaises**.

Notre Président a été interviewé en direct, à deux reprises, sur les ondes de **RMC**.

Le reportage consacré le 15 août à des militants du R.W.F. de C dans l'air de la chaîne publique **France 5** a malheureusement été parasité par la présence en studio de Béatrice Delvaux, la rédactrice en chef du Soir incurablement belge.

Signalons un impair de l'animateur qui avait oublié d'inviter un Wallon! Marc Platel, l'idéologue de la N-VA, a remis les pendules à l'heure en répétant que la crise belge était gravissime.

L'émission **Dimanche+** du 16 novembre de **Canal+ France** était, quant à elle, d'une excellente tenue.

Brèves – Brèves – Brèves – Brèves – Brèves

La N-VA est partie toute seule!

Lorsque la N-VA (Nieuwe Vlaamse alliantie) de Bart De Wever et de Geert Bourgeois a quitté la barque majoritaire en septembre dernier, certains médias francophones ont voulu nous faire croire qu'elle avait été chassée par le bon, le loyal Yves Leterme enfin promu au rang d'homme d'Etat belge!

Fariboles... La vérité, c'est que la N-VA, fidèle à sa ligne, a décidé elle-même d'en revenir à une opposition radicale. Les belgicistes et les sots (ce qui revient au même) se sont une fois de plus réjouis trop tôt. Ils espéraient que la rupture entre le CD&V et la N-VA conforterait Leterme et son gouvernement. Lourde erreur, car c'est l'opposition nationaliste flamande qui s'en trouve renforcée et qui ne manquera pas d'augmenter sa pression sur l'aile flamande de la majorité, d'autant plus que celle-ci est devenue minoritaire en Flandre. Le 7 juin prochain, les électeurs flamands s'en souviendront à coup sûr et ajouteront du vent aux voiles des partis séparatistes!

Rudy le sous-marin

Pendant une semaine, toute la presse nous en a bassiné les oreilles.

La servilité des médias francophones a battu tous ses records au sujet de l'initiative d'un ex-cabinettard, Rudy Aernoudt, à la fois Flamand, flamissant et belgicain.

Populiste et démagogue, membre de B Plus (comme M^{me} Lizin et Richard Fournaux), ce personnage ambigu et donneur de leçons voudrait se présenter en Wallonie, aux élections de juin 2007. Si c'est le cas, son bide aura au moins un mérite : détourner quelques électeurs des partis traditionnels vers le néant.

Ce qui est révélateur dans cette affaire, ce sont les divisions du MR-FDF à son sujet : les uns redoutent à juste titre de s'associer à lui, les autres, par opportunisme électoraliste, sont disposés à lui offrir une place de choix sur la liste libérale.

Pour nous, l'affaire est entendue : Aernoudt est un sous-marin de Jean-Marie Dedecker, et son mépris pour les Wallons transparaît clairement dans son dernier livre.

Une question : pourquoi ce personnage qui se positionne à la frange de l'extrême droite, ne se présente-t-il pas aux suffrages des Flamands ? Au fait, les Wallons ont-ils besoin d'un petit «chef» de son espèce pour choisir un avenir?

Jardin Botanique : un avant-goût de la Belgique «konfederal»

Le Jardin botanique de Meise (Brabant flamand) est toujours, jusqu'à présent, un établissement qui relève de l'autorité fédérale. Pourtant, il n'existe pas de cadre linguistique au sein de cet établissement, donc pas de clé de répartition légale du personnel.

En conséquence, le Conseil d'état vient d'annuler la promotion de deux chefs d'ateliers flamands. La procédure a été relancée par le directeur flamand du Jardin botanique et, à la suite de cet arrêt, les francophones se sont vus conseiller de passer un test de néerlandais au SELOR, ce que dénonce la CGSP, puisque la loi n'oblige pas le personnel à être bilingue de façon formaliste.

Les francophones voient dans cette politique une volonté de flamandiser le Jardin botanique.

Des négociations sont en cours depuis sept ans pour une régionalisation de l'établissement. Mais il y a une grosse ficelle flamande dans ce dossier : en cas de régionalisation, la répartition du budget serait proportionnelle au nombre d'employés francophones présents au moment de la scission, soit 85% de Flamands et 15% de francophones.

Comme de bien entendu, le directeur nie toute velléité de flamandisation et prétend avoir le droit d'exiger un examen linguistique.

Fortis : Di Rupo peut se cacher

L'affaire Fortis et la crise bancaire en général représente une défaite grave – idéologique et politique – de la social-démocratie européenne, et belge tout particulièrement, qui paie aujourd'hui les privatisations inconsidérées (Crédit Communal, Caisse Générale d'Epargne et de Retraite) auxquelles elle a consenti dans les années 1990, notamment lorsqu'un certain Elio Di Rupo était Vice-premier ministre fédéral.

Ceux qui n'ont pas la mémoire courte auront trouvé ahurissants de mauvaise foi les propos d'Elio Di Rupo, Président du Parti Socialiste, qui, suite aux avatars de Fortis et de Dexia, appelle à «réguler un marché financier débridé». Le monde du travail n'oubliera jamais que ce dernier, sous diverses casquettes, a largement contribué à vendre des bijoux de famille du pays à tout venant et parfois au moins offrant.

Son implication politique dans la faillite retentissante de la SABENA, bradée à Swissair, est éloquentes à cet égard. Et dire que cet homme ose encore se proclamer de gauche!

On suppose qu'il donne une variété de sens infinie à ce terme pourtant forgé au cours de longs combats ouvriers.

Le R.W.F. n'a pas oublié non plus la saga de son tragi-comique aller-retour au Conseil d'administration de Dexia en 2004-2005....

Statistiques révélatrices

Dans un tableau de synthèse des pays de l'OCDE qui reprend des critères plus affinés tels que la vie sans handicap physique marqué, les mortalités infantiles et périnatales, la mortalité relevant de l'accès aux soins, les années potentielles de vie perdues, et les mortalités des suites des deux cancers principaux (sein et colon), la France se classe 6^e, derrière l'Australie, le Japon, la Suède, le Canada et l'Islande alors que la Belgique n'est que... 20^e!▲

38% des Belges, principalement des hommes, envisagent de chercher un travail à l'étranger, selon une enquête menée par le site de recherches d'emploi StepStone.

La France et le Luxembourg sont les deux pays préférés des Belges qui souhaitent s'expatrier.

Quand la Wallonie sera française, la question ne se posera plus.

La Belgique est un enfer fiscal

Selon une étude de KPMG, la progressivité de l'impôt en Belgique est quasi inexistante.

Alors que de très nombreux revenus du travail ne sont pas soumis à l'impôt en France, un salarié belge fait déjà l'objet d'une taxation de 50% à partir de 32.860 euros par an! Ce plafond minimaliste est le plus faible de tous les pays d'Europe occidentale.

Entre 2003 et 2007, la France a réduit son taux de 48 à 40% pour un plafond minimal imposable de 67.546 euros.

Si l'on y ajoute les cotisations de sécurité sociale, la Belgique arrive en 3^e position dans le tableau du taux d'imposition réel sur 100.000 dollars de revenus (42,1%) et en 2^e place, pour des revenus de 300.000 dollars (53,79%).

La France fait face à la crise

Dès octobre, la France a pris plusieurs mesures pour faire face à la crise mondiale.

La création d'un fonds souverain français constitue la mesure phare de ce plan volontariste : «*Je ne serai pas un président qui se réveillera avec des grands groupes industriels français passés à l'étranger!*» a lancé Nicolas Sarkozy. Chez nous? Rien! Les caisses sont vides...

Echos de Flandre

Le gouvernement ne tiendra pas jusqu'en 2011

Paul Geudens, éditorialiste de la *Gazet van Antwerpen*, fait un bon résumé de la cacophonie de l'équipe hétéroclite de Leterme qui, souligne-t-il, n'a pas la majorité en Flandre. Des ministres des Affaires étrangères et de la Coopération au développement qui se disputent comme des chiffonniers. Des démissions exigées à l'encontre

de deux ministres. Deux autres ministres s'étripent depuis des mois sur la politique d'asile et de régularisation. Un budget dont personne ne comprend la signification. Des taxes dans l'aéronautique décidées puis retirées. Des négociations communautaires qui se traînent depuis dix-sept mois sans aucun résultat. Le plus grand bancassureur du pays vendu à la France et aux Pays-Bas pour une bouchée de pain. «*Ce n'est pas*

rien», soupire Paul Geudens qui titre : «*ce gouvernement n'inspire plus confiance*». En conclusion : «*Et pourtant, on vit un moment où la confiance est essentielle pour s'en sortir*».

Source : *Le Soir*, 24.11.2008

La Flandre connaît des scandales à répétition

Elle qui passe son temps à donner des leçons de morale à la Wallonie.

Il y a d'abord les nouveaux démêlés de **Noël Slangen**, le Directeur général du VLD fort lié à Bart Somers et Guy Verhofstadt. Condamné en 2004 pour avoir remis, au début des années 90, des offres arrangées au préalable avec la concurrence afin de décrocher des contrats auprès du cabinet de l'ancien ministre flamand de l'Environnement Kelchtermans, Slangen n'aurait jamais dû pouvoir reprendre une fonction aussi en vue au VLD. Le voici de nouveau mis sur la sellette dans le cadre du plan de mobilité de la ville d'Anvers. Il y dirige le Groupe C, une société de communication qui a déjà perçu 5 millions d'euros sans avoir le moindre contrat en main !

La société ABX, l'ancien pilier logistique de la SNCB, a plombé les chemins de fer belges d'un montant de 1,847 milliard d'euros. Une dette largement supérieure aux prévisions les plus optimistes. C'est le triple du montant qui était

avancé par l'ancien manager de la SNCB, **Etienne Schouppe** reconverti en... Ministre.

Slangen et Schouppe ? Deux rusés Flamands indéboullonnables.

Bettina Geysen, présidente du parti de gauche VL.PRO a dû démissionner en novembre dernier après que la Cour des Comptes eût révélé des dépenses somptuaires dans des restaurants haut de gamme et des hôtels de luxe à la Côte d'Azur du temps où elle était manager à la chaîne publique VRT.

Plus d'un tiers des agents contractuels recrutés au Ministère fédéral des Finances – 555 au total – proviennent du pré carré formé par Alost, Ninove et Grammont.

On le doit aux bonnes œuvres d'**Anne-Marie Verdoodt**, qui est l'une des personnes de confiance du Cabinet de Didier Reynders mais également l'échevine VLD de la... ville d'Alost.

Vingt ans après, elle perpétue le copinage institué à la RTT par sa concitoyenne Paula D'Hondt.

Monsieur Aernoudt serait bien avisé de retourner en Flandre pour y faire le ménage avec son ami Dedecker. Quoique nous doutions qu'ils possèdent les moyens de leur discours populiste. Aernoudt est lui-même un ancien multi-cabinettard...

Administration fédérale : *vlaamse chaos*

L'Administration des Finances, la première en importance, a perdu sa tête depuis juillet 2007. Nous voulons dire qu'elle ne possède plus de chef officiel pour la bonne et simple raison que les Flamands exigent qu'un des leurs soit nommé à la fonction, en dépit de l'article 43 sur l'emploi des langues qui prévoit la désignation d'un francophone.

Nos *beste vrienden* visent également la mainmise sur l'Administration des Affaires étrangères. Si l'on devait accepter leurs diktats, le nombre de patrons flamands de l'Administration fédérale passerait à 7 nordistes pour 6 francophones. Il est à remarquer, mais ceci relève certainement du hasard, que 5 des 6 Tops Managers francophones sont étiquetés... PS.

Dans l'intervalle, le SELOR (Bureau fédéral de sélection) continue à faire passer des semblants d'examen. Et les recours au Conseil d'Etat des hauts fonctionnaires recalés se multiplient : même le responsable de la Chancellerie du Premier ministre serait menacé d'un arrêt d'annulation. Deux députés francophones ont demandé la création d'une Commission parlementaire tant la situation est préoccupante. En vain.

A l'origine de ce chaos, on retrouve le Plan Copernic de Luc Van den Bossche, le Ministre socialiste flamand de la Fonction publique en 2000. Encore un adepte de la *beter bestuur* (meilleure gestion) à la flamande.

Il se faisait fort de supprimer les cabinets pléthoriques, de dépolitiser la fonction publique et d'attirer des professionnels du management tel qu'il se pratique(ra)it dans le secteur privé. Pour mener à bien ce projet ambitieux, l'Etat a allongé 21 millions d'euros rien que pour payer des consultants (chez nous, tout le monde est expert en quelque matière).

Résultat ? Copernic a englouti des montants pharamineux. Avec un résultat proche du zéro à l'infini. Entre-temps, le Van den Bossche en question a été recasé à la BIAC, la société privée qui exploite la zone aéroportuaire de Zaventem. Comme quoi, la mauvaise gouvernance flamande est toujours récompensée. Etienne Schouppe peut en dire quelque chose...

Inge Vervotte, la Ministre de tutelle actuelle, examine un nouveau projet afin de mettre un terme à la confusion délétère qui règne au sommet de ce qui reste d'appareil d'Etat.

Source : dossier de Dirk Vanoverbeke dans Le Soir du 24.11.2008

En librairie! Une idée de cadeau...

Quel avenir pour les Wallons et les Bruxellois si la Belgique venait à disparaître ? La question est ouvertement posée. La presse internationale elle-même s'intéresse au chaos politique permanent de l'Etat belge, révélateur d'une crise existentielle.

Tout au long de la crise, Paul-Henry Gendebien, Président du R.W.F., a poursuivi son combat en faveur de ce projet.

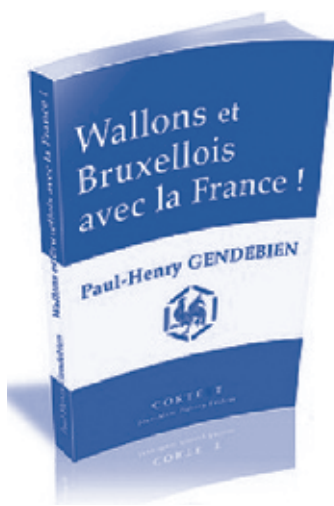
On lira ici une sélection d'articles et de discours récents, ainsi que des analyses nouvelles.

Cortext - Jean-Marc Dubray éditeur

Prix de vente conseillé en librairie : 16 euros

On peut également l'acquérir via le Secrétariat général
laurent.brognet@skynet.be (16 euros + 1,5 euro de frais d'envoi)

Compte : 000-0700633-02 – ISBN : 978-2-8743-0046-2



Citations – Citations – Citations – Citations

Jacques Attali, ancien conseiller de François Mitterrand, sur son blogue : *«A mon sens, sans faire campagne pour le rattachement de la Wallonie, la France devra bientôt dire publiquement que, si, par malheur, la Belgique venait à se défaire, cela pourrait être de son intérêt d'accueillir la Wallonie et de voir accorder à Bruxelles un statut de district européen (note : ce n'est pas l'option du R.W.F.), indépendant de la Flandre. Le prix à payer pour la France serait sûrement plus faible que ce que cela lui rapporterait, ne serait-ce que par l'augmentation de ses droits de vote dans les institutions européennes. C'est un beau débat. Qu'il commence !!!»*

Jean-Pascal Picy, conseiller de Jean-Pierre Raffarin, sur son blogue : *«Pour les autorités françaises, ce sondage (IFOP) justifie de porter une attention nouvelle à l'avenir de ce voisin amical en considérant que la prudence diplomatique indispensable ne doit pas empêcher d'examiner avec attention le sens que pourrait prendre une telle perspective de rattachement de la Wallonie à la France au terme d'un processus pacifique.»*

Le RWF a besoin de vous !

Nous ne recevons pas un centime des pouvoirs publics pour le fonctionnement du parti ou pour les campagnes électorales.

Nous lançons donc un appel : **(ré)affiliez-vous** via le compte RWF **000-0700633-02** (20 euros et 10 euros pour les retraités, chômeurs et étudiants ou membres d'une même famille).

Les prochaines élections auront lieu le 7 juin 2009. Votre cotisation servira, entre autres, à couvrir les frais du périodique que vous tenez en main, des affiches et des tracts, le Congrès du 17 mai...

Comment commander des autocollants ?

Minimum 100 exemplaires
= 6 euros

Compte R.B.F. : 000-1078509-63

Indiquez vos coordonnées complètes - paiement vaut commande !

Renseignement : Philippe Lenaerts
0496 108 665



Drapeau officiel du R.W.F.

Drapeau tricolore avec dans la bande blanche un coq dans l'hexagone

15 euros à verser sur le compte 000-0246739-68

Renseignement : Laurent Brogniet

info@rwf-bw.be - Tél. : +32 (0)472 65 41 60

Participez aux élections 2009 !

Fidèle à ses bonnes habitudes, le R.W.F. déposera des listes partout en Wallonie, à Bruxelles, ainsi qu'aux élections européennes.

Vous désirez nous aider en acceptant de figurer sur nos listes et/ou participer activement à la campagne électorale (réculte de signatures, affichage, distribution de tracts, etc.) ?

Contactez le Secrétariat général :

laurent.brogniet@skynet.be +32(0)472 65 41 60